



**ACTES COLLOQUE
AGIDD-SMQ**

**LES EFFETS DE
L'AUSTÉRITÉ
SUR LA SANTÉ
MENTALE**

MONTRÉAL, 25 MAI 2016



Rédaction des actes

Olivier René, chargé de projet pour l'AGIDD-SMQ

Révision du contenu

Gorette Linhares et Doris Provencher, de l'équipe de l'AGIDD-SMQ,
pour l'ensemble des actes

Mise en page

Olivier René et Gorette Linhares

Produit par

l'Association des groupes d'intervention en défense des droits
en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ)
4837, rue Boyer, bureau 210
Montréal (Québec) H2J 3E6

Téléphone (514) 523-3443

Télécopieur (514) 523-0797

Courriel info@agidd.org

Site Internet www.agidd.org

Page Facebook www.facebook.com/agidd.smq

Twitter [@agiddsmq](https://twitter.com/agiddsmq)

Mars 2017

L'AGIDD-SMQ permet, sans autorisation particulière, et incite même toute personne intéressée à utiliser le contenu du présent document à des fins personnelles, éducatives et non commerciales à la condition d'en indiquer la source. Toute utilisation ou reproduction, sous quelque forme que ce soit, à des fins publiques ou commerciales est interdite à moins d'avoir obtenu l'autorisation écrite préalable de l'AGIDD-SMQ.

PRÉAMBULE

Le colloque 2016 de l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ) s'est tenu le mercredi 25 mai 2016 au Centre Saint-Pierre, à Montréal, sous le thème « Les effets de l'austérité sur la santé mentale ».

Lors de cette journée, les personnes des groupes membres de l'AGIDD-SMQ ainsi que les personnes déléguées et chargées de projet du *Cadre de partenariat pour les Rencontres régionales des personnes utilisatrices de services en santé mentale* étaient invitées, d'une part, à réfléchir sur les effets de l'austérité et, d'autre part, à identifier des façons de se mobiliser contre l'austérité.

Les objectifs visés par le colloque étaient de :

- Se doter d'une compréhension commune sur l'austérité, son origine et ses impacts.
- Se mobiliser contre l'austérité et ses effets.

Ces actes se veulent à la fois une synthèse des propos exprimés et des idées partagées lors du colloque, mais également un compte-rendu dynamique permettant aux personnes qui le souhaitent de poursuivre les réflexions soulevées concernant l'austérité et ses effets.

DIVISION DU CONTENU

01_Mot de bienvenue	4
<i>par Andrée Morneau, présidente AGIDD-SMQ</i>	
02_Présentation « L'austérité : États des lieux »	5
<i>par Chloé Serradori, agente d'analyse et de liaison AGIDD-SMQ</i> suivie d'une période de questions et commentaires	
03_Conférence « Les effets de l'austérité sur la santé mentale »	11
<i>par Lorraine Guay, militante du milieu communautaire</i> suivie d'une période d'échange	
04_Comptes-rendus des discussions et échanges ayant émergé lors du Café du monde (World café)	19
05_Présentation « Qu'est-ce que la mobilisation ? Comment se mobiliser contre l'austérité ? »	28
<i>par Chloé Serradori, agente d'analyse et de liaison AGIDD-SMQ</i> suivie d'un échange autour des pistes d'action pour l'AGIDD-SMQ et ses membres	
06_Mot de la fin	32
<i>par Michel Dubé, vice-président AGIDD-SMQ</i>	

Mot de bienvenue

Andrée Morneau, présidente AGIDD-SMQ

Bonjour à toutes et à tous,

Nous voilà réunis entre nous, membres de l'AGIDD-SMQ et personnes impliquées dans les Cadres de partenariat régionaux, pour réfléchir sur les effets de l'austérité sur la santé mentale.

Je dois avouer que ce moment de repli sur nous-mêmes me sera très bénéfique et j'espère qu'il en sera de même pour vous.

En effet, les dommages collatéraux de l'austérité nous affectent depuis si longtemps que nous ne nous rendons pas toujours compte que nous avons, parfois, comme individu et comme groupe, intériorisé ce concept que l'on essaie de nous faire passer pour de la « rigueur budgétaire » et que l'on ne conteste pas toujours.

La journée d'aujourd'hui en est une de réflexion, pour se doter, ensemble, collectivement, d'une compréhension commune sur l'austérité, son origine et ses impacts, de trouver des moyens pour la contrer et pour se mobiliser. Aujourd'hui, nous allons aussi nous mobiliser contre l'austérité et ses effets !

Pour faire tout cela, nous aurons le bonheur de collaborer de nouveau avec une grande militante et alliée du mouvement social alternatif en santé mentale, Mme Lorraine Guay, que nous avons aussi accueillie en 2013 à titre d'animatrice du colloque sur la vision critique.

Plusieurs d'entre vous nous ont confié leur joie d'entendre Mme Guay aujourd'hui et pour cause.

Quelques mots du long et impressionnant curriculum vitae de madame Guay. Elle milite au sein du milieu communautaire depuis près de 30 ans. Pendant six ans, elle a coordonné le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ) et elle a également été assistante à la coordination de l'équipe de recherche en santé mentale et culture (ÉRASME) pendant 10 ans. Merci Lorraine de nous éclairer de tes lumières et d'avoir participé avec générosité à penser cette journée de réflexion et de mobilisation que nous allons vivre !

J'aimerais aussi remercier monsieur Olivier René qui a accepté de produire le compte-rendu de notre rencontre. Nous voulons nous assurer de laisser des traces, mais aussi un outil qui vous permettra de rapporter de précieuses informations auprès des membres de votre groupe. Je rappelle que c'est à monsieur René que l'on doit l'excellente démarche sur la vision critique produite suite au colloque de 2013.

En terminant, je m'en voudrais de passer sous silence le retour à la vie active de Doris Provencher qui est en phase de « rétablissement » ou de réappropriation du pouvoir sur son bras cassé !

Je souhaite une excellente journée à tout le monde et bon colloque !

Présentation « L'austérité : État des lieux » *Chloé Serradori, agente d'analyse et de liaison AGIDD-SMQ*

Il s'agit ici d'une synthèse de la présentation de madame Serradori sur les éléments importants à prendre connaissance à propos du contexte global d'austérité. La présentation aborde notamment les mots qui qualifient l'austérité ; ses conséquences sur les droits ; ses impacts sur les activités des organismes communautaires et sur les personnes comme telles et, enfin, quelques pistes de solutions pour sortir de ce contexte.

Les mots qui qualifient l'austérité : petit rappel

« *Coupure, restriction, rigueur, réduction, révision, compression, consolidation budgétaire, élimination du déficit, équilibre budgétaire, réingénierie de l'État, promesse de baisse d'impôts, dérèglementation, libre-échange, privatisation, ticket modérateur, tarification, philanthropie et partenariat public/privé* » sont tous des termes qui s'apparentent au discours de l'austérité.

Pourtant, quel que soit le nom, le résultat est le même : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent ! L'État remplit de moins en moins ses responsabilités de protéger, de promouvoir et de rendre effectifs tous les droits humains et toutes les libertés fondamentales. Le discours et les mesures d'austérité proviennent d'une tendance idéologique et politique de droite qui a débuté dans les années 1980 (sous les régimes politiques de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni) et qui s'appelle le « néolibéralisme ».

Concrètement, l'austérité se traduit par un recul des droits, par une réduction des mesures de protection sociale due aux coupures dans les programmes sociaux et dans les services à la population ainsi que par une réduction des dépenses publiques.

État des lieux : les impacts de l'austérité sur les droits humains

En vertu de plusieurs pactes et traités internationaux¹, le Québec a l'obligation juridique de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer à tous les citoyens le plein exercice des droits. L'*Institut de recherche et d'informations socio-économiques* (IRIS) a fait une compilation des mesures d'austérité adoptées par le gouvernement québécois depuis 2014² en répertoriant l'ensemble des compressions dans les différentes régions du Québec ainsi que leurs conséquences. L'étude de l'IRIS a relevé 342 compressions qui équivalent à plus de 4 milliards de dollars. Ces coupures, recensées depuis 2014, touchent tous les secteurs des services aux citoyens et citoyennes. Voici, présentés de manière abrégée, quelques-uns des droits ainsi que les principaux secteurs qui sont directement affectés par ces compressions :

Le droit à l'éducation

- Secteur de l'Éducation primaire et secondaire. 77 mesures pour un total de 337 M\$³ (réinvestissement de 80 M\$ annoncé en novembre 2015).
- Secteur de l'Éducation postsecondaire. 65 mesures pour un total de 335,8 M\$ (principalement dans le réseau universitaire du Québec).

1 Dont le *Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels* (1976) et les textes de la *Conférence mondiale des droits de l'homme* tenue à Vienne (1993).

2 IRIS, *Observatoire des conséquences des mesures d'austérité*, <http://austerite.iris-recherche.qc.ca/>

3 « M\$ » signifie millions de dollars.

Le droit à la santé

- Secteur de la Santé et services sociaux. 78 mesures pour un total de 963,4 M\$ (ce qui inclut des compressions dans les établissements de santé, dans les CHSLD, dans les Centres jeunesse ainsi que des abolitions de postes administratifs et des coupures de postes de professionnels de soutien).

Le droit à un revenu suffisant

- Secteur de l'Emploi et solidarité sociale. 6 mesures dont des coupures à l'aide sociale de 65 M\$.
- Secteur de l'Aide à l'emploi. 9 mesures pour environ 30 M\$.

Le droit à la nécessité d'assurer protection et assistance à la famille

- Secteur de la Famille. 15 mesures dont des coupures de 200 M\$ dans les services de garde (ce qui n'inclut pas la modulation tarifaire selon le revenu des ménages qui met à mal le tarif universel de 7,30 \$ par jour par enfant dans les Centres de la petite enfance).

Le droit à un logement suffisant

- Secteur Logement et habitation. 9 mesures dont des coupures au programme Accès-Logis pour 53 M\$.

Et des compressions et coupures dans divers secteurs qui concernent un ou plusieurs droits

- Secteur Fonction publique. 17 mesures.
- Secteur Environnement. 4 mesures.
- Secteur Égalité homme/femme, sensibilisation contre le sexisme et l'homophobie. 8 mesures.
- Secteur du Développement local et régional. 17 mesures.
- Secteur de la Justice. 4 mesures.
- Secteur de la Culture. 18 mesures.
- Secteur du Transport. 3 mesures.
- Secteur Hausse de tarif. 12 mesures.

Parmi les constats principaux de cette étude, l'IRIS indique : « *Ces compressions affectent et mettent à mal nos services publics. Les mesures d'austérité adoptées ont contribué à la dégradation d'institutions qui permettaient un partage collectif des risques individuels. [...] Les dommages sont faits et leurs effets continueront à se faire ressentir dans le quotidien des travailleurs, des travailleuses, des pauvres, autant de citoyens et de citoyennes qui sont de plus en plus laissés à eux et elles-mêmes pour se confronter aux aléas de la vie.* » (Nguyen, 2016)

État des lieux : les impacts des mesures d'austérité sur les organismes communautaires et sur la participation citoyenne

Impacts sur le fonctionnement des groupes communautaires

La grande majorité des groupes communautaires doit fonctionner avec une stagnation de leur financement, et ce, malgré des demandes d'aide et de soutien qui augmentent d'année en année. À titre d'exemple, pour 2013-2014, 2911 organismes étaient financés par les programmes du ministère de la Santé et des Services sociaux et la moyenne de soutien financier à la mission

globale était de 152 910 \$⁴. Le financement moyen d'un groupe dont la mission globale est la défense collective des droits est de 56 000 \$ par année (subvention attribuée par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales).

La plupart de ces organismes offrent, entre autres, de l'information gratuite sur les droits ainsi que du soutien et de l'accompagnement afin que les personnes aient accès aux services publics auxquels elles ont droit. Leurs actions visent à combattre la pauvreté et à promouvoir la démocratie⁵. L'application des mesures d'austérité fragilise les organismes en les obligeant à fournir des efforts considérables pour maintenir leur fonctionnement. Face à une augmentation des demandes d'aide et de soutien et à des ressources insuffisantes, plusieurs organismes communautaires se retrouvent en situation de précarité, voire de « survie ».

Lors de la *Commission populaire pour l'action communautaire autonome (ACA)*⁶, organisée par le RQ-ACA, de nombreux groupes communautaires se sont prononcés sur les effets de l'austérité. Voici, globalement, ce qui en est ressorti :

- ✓ La réduction du personnel.
- ✓ La nécessité de mettre à pied de façon temporaire ou permanente du personnel.
- ✓ Les fermetures temporaires sur de plus longues périodes.
- ✓ Les mises à pied économiques fréquentes.
- ✓ Le débordement de travail.
- ✓ L'épuisement professionnel et le découragement de plus en plus présents au sein des équipes de travail.
- ✓ La difficulté de rétention du personnel qualifié.
- ✓ La nécessité de tarifier certains services à une population déjà fragilisée.
- ✓ La nécessité de réduire les heures d'ouverture.
- ✓ Le sous-financement chronique.
- ✓ L'augmentation importante du temps à investir dans la recherche de financement au détriment de la clientèle.
- ✓ L'inquiétude croissante de la population.
- ✓ L'augmentation des demandes adressées aux organismes communautaires autonomes.
- ✓ L'augmentation de la pauvreté (pertes de bons emplois, postes coupés, incertitudes liées à l'emploi, etc.) et les nouveaux visages de la pauvreté.
- ✓ L'augmentation du stress face à l'insécurité et à la vulnérabilité financière.
- ✓ Ne plus pouvoir prendre position sur les politiques gouvernementales afin de garder son droit d'émettre des reçus de charité.
- ✓ La réduction de la participation à la vie associative.
- ✓ Le tiraillement identitaire entourant l'ACA, en particulier sur le respect de l'autonomie et les ententes de services.
- ✓ La transformation des valeurs communautaires à contre-courant (demandes d'appui pour des projets s'adressant à un bailleur de fonds privé).
- ✓ Possibilité de liste d'attente.

4 RQ-ACA, *Évolution des modes de soutien financier du gouvernement québécois à l'égard de l'action communautaire, 2001-2002 à 2013-2014*, page 20, mars 2016.

5 LIGUE DES DROIS ET LIBERTÉS, *Austérité imposée, droits sociaux menacés ! Pour une plus grande reconnaissance et un meilleur financement des organismes en défense collective des droits*, page 3, mars 2015.

6 <https://mobilisationaca.com/campagne/nouvelles-des-regions/>

Impacts sur la participation citoyenne

Avec les nombreuses réformes en santé et en services sociaux (depuis 2003), les espaces de participation citoyenne ont largement diminué. La récente réforme (projet de loi 10) a fait passer de 182 à 29 le nombre d'établissements⁷. Non seulement le nombre de conseils d'administration a grandement diminué, mais la majorité des postes d'administrateurs sont maintenant nommés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

Les impacts de la récente réforme sont nombreux : désorganisation du système, changement de culture au sein d'une même région, perte de lieux de concertation au sein d'une même région et perte de pouvoir d'influence des citoyens et citoyennes sur les établissements pour ne nommer que ceux-ci.

Cette réforme porte également atteinte à l'exercice des droits et recours des usagers du système de santé et des services sociaux. Voici quatre exemples qui illustrent ceci :

- ✓ Le droit à l'usager de choisir l'établissement duquel il veut recevoir des services n'est pratiquement plus applicable étant donné la taille des établissements.
- ✓ La loi ne comporte aucun mécanisme axé sur les droits des usagers, mais risque d'affaiblir le régime d'examen des plaintes en le concentrant au sein des nouveaux Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) par manque de ressources adéquates.
- ✓ Le nombre d'usagers au conseil d'administration des CISSS est réduit de 50 %, passant de deux à un usager qui sera nommé par le ministre.
- ✓ Le MSSS risque d'ignorer des initiatives existantes favorisant la participation citoyenne des personnes vivant ou ayant vécu un problème de santé mentale dans les lieux de décision du réseau de la santé et des services sociaux.

État des lieux : les impacts des mesures d'austérité sur les mentalités et sur les individus

Depuis 30 ans, le discours d'austérité s'est ancré dans les mentalités et est, en quelque sorte, devenu une norme acceptable. Le rationnel derrière ce discours est qu'il n'y a plus d'argent à investir dans le collectif et dans les dépenses publiques.

Pourtant, au Québec :

- Le salaire des médecins spécialistes a augmenté de 67 % entre 2008 et 2014.
- Les allocations de départ et les « parachutes dorés » reliés à la réorganisation du réseau coûtent des millions de dollars.
- La Commission Charbonneau a mis à jour des stratagèmes de corruption qui ont coûté des millions au gouvernement québécois.
- L'évasion, l'évitement et la fraude fiscale sont à peine abordés dans les médias.

Dans la plupart des pays, l'écart entre riches et pauvres n'a jamais été aussi grand depuis 30 ans. Les impacts des inégalités, amplifiés par les mesures d'austérité, sont nombreux et affectent les individus dans plusieurs sphères de leur vie. L'indice relatif du bonheur (IRB)⁸, qui repose sur l'impression et la perception que les gens ont de leur propre état, s'est détérioré.

⁷ La répartition de ces 29 établissements se fait comme suit : 13 centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS), 9 centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) et 7 établissements non fusionnés regroupant les centres hospitaliers universitaires.

⁸ L'IRB, c'est une façon nouvelle d'évaluer qualitativement et quantitativement l'état d'esprit général des populations et de les comparer entre elles. Nous partons du principe que tout être humain recherche, consciemment ou non, une situation qui s'approchera le plus possible

Voici quelques exemples des impacts des mesures d'austérité sur les individus :

- ✓ Augmentation de la pauvreté et de la précarité individuelles.
- ✓ Augmentation du stress.
- ✓ Explosion des problèmes de santé mentale (dépression, anxiété, TDAH, etc.).
- ✓ Augmentation de l'utilisation de mesures coercitives (électrochocs, mesures de contrôle, accusations à haut risque de dangerosité, etc.).
- ✓ Médicalisation des problèmes sociaux (deuil, perte, pauvreté, etc.).
- ✓ Augmentation des préjugés et de la discrimination face aux personnes les plus démunies.
- ✓ Opposition entre sécurité et droits.
- ✓ Chômage.
- ✓ Difficultés de trouver un logement.
- ✓ Perte de revenu.
- ✓ Fin de certaines activités gratuites liées à la culture.
- ✓ Obligation de rendement, ce qui entraîne la compétitivité et la performance (étudiants, étudiantes, travailleurs, travailleuses, etc.)
- ✓ Obligation de la polyvalence, tant dans le travail que dans la vie (conciliation travail/famille).
- ✓ Poids supplémentaire pour les enfants et les petits-enfants dans le soutien à leurs parents en perte d'autonomie.
- ✓ Limitations des femmes dans leur liberté.
- ✓ Réduction d'emploi.
- ✓ Diminution du droit à l'égalité [coupe dans l'éducation, notamment].
- ✓ Endettement.
- ✓ Découragement.
- ✓ Ambiance morose.
- ✓ Perte d'espoir.
- ✓ Sentiment d'injustice, de colère, d'indignation.
- ✓ Poids de la responsabilité individuelle de l'échec.

De plus, les mesures d'austérité génèrent des effets pervers qui ont des impacts sur les mentalités et sur la démocratie. Voici quelques-uns de ces effets :

- ✓ Montée et adhésion à des partis politiques d'extrême droite.
- ✓ Mise en danger des solidarités.
- ✓ Mise en place d'un discours populiste.
- ✓ Nécessité d'expliquer des situations complexes en moins de cinq minutes pour bénéficier de l'intérêt des médias.

État des lieux : quelques solutions

Malgré ces constats difficiles et durs pour les droits, les organismes et les individus, un grand nombre de solutions existent. En voici quelques-unes inspirées du document *10 milliards de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement ! Document sur les solutions fiscales* de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics :

- ✓ Aller chercher l'argent où il est.
- ✓ Améliorer la progressivité de l'impôt et revoir les dépenses fiscales des particuliers.
- ✓ Rétablir un équilibre entre la fiscalité des particuliers et celle des entreprises.

de sa vision du bonheur. Cette dernière est variable et s'appuie sur des valeurs, des acquis et des sentiments qui diffèrent d'un individu à un autre. Ce que l'IRB évalue, c'est donc l'impression et la perception que les gens ont de leur propre état.
<http://www.indicedebonheur.com/irb-cest-quoi.htm>

- ✓ Lutter contre la fraude et la mauvaise gestion des fonds publics (évasion fiscale et évitement fiscal, corruption et la mauvaise gestion dans l'attribution des contrats gouvernementaux).
- ✓ Cesser de recourir aux agences de placement privées dans les établissements publics de santé.
- ✓ Adopter des mesures de contrôle des coûts des médicaments, dont l'instauration d'un régime entièrement public d'assurance médicament.
- ✓ Utiliser le logiciel libre pour l'ensemble de l'appareil gouvernemental.
- ✓ Cesser de recourir aux PPP dans la construction d'infrastructures publiques.
- ✓ Cesser de recourir aux cliniques médicales privées spécialisées (30 à 40 % d'économies envisageables).
- ✓ Adopter une politique de rémunération maximale des cadres et dirigeants des institutions publiques, parapubliques et des sociétés d'État (ex. : Hydro-Québec, Loto-Québec, CSST, universités, CÉGEP, hôpitaux, etc.)

D'autres moyens, dont la **solidarité**, la **mobilisation collective** et l'**exercice de la vision critique** permettent également de lutter contre ces mesures d'austérité.

Les informations présentées dans cet état des lieux proviennent des sources suivantes :

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. (2015). *10 milliards de solutions, nous avons les moyens de faire autrement ! Document sur les solutions fiscales*. février 2015.

Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). (2016) *Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec*. Accessible à l'adresse : <http://austerite.iris-recherche.qc.ca/>

Ligue des droits et libertés. (2015). *Austérité imposée, droits sociaux menacés ! Pour une plus grande reconnaissance et un meilleur financement des organismes en défense collective des droits*. mars 2015.

Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ). (2015). *L'austérité néolibérale – Petit guide pour mieux comprendre l'idéologie néolibérale qui se cache derrière l'austérité*. 2015.

Nguyen, Minh. (2016). *Document de réflexion. Bilan de l'observatoire sur les conséquences des mesures d'austérité 2014-2016*. Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). mars 2016.

Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA). (2016) *Commission populaire pour l'ACA. Tournée 2015-2016*. Accessible à l'adresse : <https://mobilisationaca.com/campagne/nouvelles-des-regions/>

RQ-ACA. (2016) *Évolution des modes de soutien financier du gouvernement québécois à l'égard de l'action communautaire, 2001-2002 à 2013-2014*, mars 2016.

Conférence « Les effets de l'austérité sur la santé mentale » Lorraine Guay, militante du mouvement communautaire

Le texte qui suit reprend les idées maitresses et quelques-unes des nombreuses réflexions proposées par madame Lorraine Guay lors de sa présentation « Les effets de l'austérité sur la santé mentale ». En premier lieu, madame Guay aborde l'apparition et la montée du discours néolibéral ainsi que les différents visages de l'austérité. Elle invite ensuite les gens à réfléchir sur les liens entre le contexte d'austérité et la santé mentale ainsi que sur la manière dont l'idéologie néolibérale réduit le social à une perspective individuelle. Madame Guay expose quelques alternatives et voies de résistance à l'austérité et, suite à une période d'échange en plénière, elle termine avec un rappel des solidarités et un appel à la vigilance devant l'idéologie qui fait la promotion de l'austérité.

Madame Lorraine Guay milite au sein du milieu communautaire depuis près de 30 ans. Pendant six ans, elle a coordonné le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ). Elle a également été assistante à la coordination de l'équipe de recherche en santé mentale et culture ÉRASME pendant 10 ans. Son implication exemplaire, ses analyses éclairantes et ses prises de parole engagées font d'elle une alliée du mouvement social alternatif en santé mentale depuis les débuts.

Pour démarrer...

Madame Guay commence sa conférence en invitant les gens à se rappeler les solidarités à créer et celles à reconstruire. Lorsque des alliances, des liens ou des relations sont brisés ou ont été mal construits, nous avons la responsabilité de prendre le temps de les refaire. Elle mentionne, à titre d'exemple, les liens d'égal à égal et de nations à nations qui sont à reconstruire avec les communautés autochtones au Québec et au Canada.

Madame Guay aborde ensuite brièvement le sens du terme « conférence ». Elle indique que la connaissance vient du partage entre les gens et propose aux personnes présentes de revoir le sens du mot « conférence », non pas comme une présentation d'expert, mais plutôt comme : « une réunion de personnes qui discutent ensemble ». Elle invite donc les personnes à prendre la parole haut et fort et à participer activement aux échanges, car la parole de chacune et chacun est importante afin de mieux comprendre les impacts et les effets de l'austérité.

La rupture avec le modèle des acquis sociaux et la montée du discours justifiant l'austérité

Madame Guay relève le côté lucide de la présentation de Chloé Serradori sur « L'austérité : état des lieux ». Elle indique qu'il s'agit d'une réalité dure et même brutale, mais qu'il est indispensable d'en prendre connaissance de manière lucide notamment, car la **lucidité** rend l'espoir. Elle permet de voir les choses comme elles sont et rend ensuite possible la mobilisation. Et lorsque l'exercice de lucidité est effectué de manière collective, madame Guay indique que la capacité de mobilisation et de changement s'en trouve alors grandement amplifiée.

Madame Guay, aborde la question de la citoyenneté et réitère l'importance de développer un regard lucide sur le monde et de se donner les moyens ensemble de le regarder pour ensuite travailler collectivement le changer. Sur le fond, elle rappelle l'importance d'agir collectivement plutôt qu'individuellement. Lorsqu'on est seul devant une situation qui semble problématique, on se retrouve en position d'impuissance, on ne sait pas comment s'en sortir et on subit les

impacts et les effets de cette situation de manière terrible. Autrement dit, lorsqu'on est seul, on ne se sent pas nécessairement capable d'agir.

« *La lucidité rend l'espoir, elle rend capable de mobilisation parce qu'il faut voir les choses comme elles sont. Il faut avoir le courage de dire les choses comme elles sont. Lorsque l'exercice lucidité est collectif, cela amplifie la capacité à faire les choses. Ça rend actif!* » (Lorraine Guay)

L'austérité est un mot « valise », un mot « fourre-tout » pour soutenir une conception politique avant tout. C'est un terme qui réfère aux idées néolibérales et qui provient du système capitaliste. L'austérité est une conception qui existe depuis longtemps. Nous avons toujours vécu dans ce type de système économique (système capitaliste). Nous ne connaissons pas autre chose que le système capitaliste, il constitue donc, en quelque sorte, la trame de fond de notre existence.

L'arrivée de personnages politiques très à droite économiquement, comme le président républicain Ronald Reagan aux États-Unis, et la première ministre conservatrice Margaret Thatcher au Royaume-Uni, a marqué une **rupture** avec le modèle de l'État-providence des années 1970 et les acquis sociaux développés lors de cette période. La montée du discours de la droite au cours des 30 dernières années coïncide avec un accroissement de la pauvreté et un accroissement des inégalités sociales. Ce même discours (droite économique) repose sur le principe qu'il est nécessaire de respecter les inégalités naturelles entre les gens. Selon ce principe, nous ne naissons pas égaux et donc les gens qui sont plus favorisés (plus « intelligents », plus « capables », mieux nantis, etc.) n'ont pas à être privés de leurs « privilèges » en raison d'une forme de redistribution de la richesse. Cette manière de penser et de voir le monde accorde malheureusement une certaine légitimité à des partis politiques d'extrême-droite qui font la promotion d'un discours haineux envers d'autres groupes sociaux.

Au Québec, un des moments de rupture marquants dans les mentalités a été la naissance de l'Action démocratique du Québec (ADQ) en tant que parti politique. La création de l'ADQ coïncide avec le début de l'acceptation sociale du discours néolibéral et avec l'affirmation – de plus en plus grande maintenant – de la droite économique. Madame Guay cite certains passages du documentaire *Illusion tranquille* (2006) de Johanne Marcotte. Ces passages démontrent à quel point l'intégration du discours néolibéral par certaines personnes représente un rejet des idées liées au bien commun et aux mesures issues du modèle social-démocrate. On y retrouve un dénigrement des groupes sociaux et de leur travail et, en toile de fond, un grand rejet du principe de solidarité au profit de l'individualisme et de la concurrence. Le discours néolibéral et la justification des mesures d'austérité seraient de plus en plus articulés au Québec.

Les visages de l'austérité

Madame Guay indique que le gouvernement libéral n'utilise pas le terme « austérité » et préfère justifier ses actions en parlant plutôt de « rigueur budgétaire ». Pourtant, il y a des liens évidents de continuité dans les actions du gouvernement libéral québécois (sous Philippe Couillard) avec les politiques et les mesures adoptées par le gouvernement conservateur fédéral de Stephen Harper et celui de Mark Harris en Ontario. Portées par le discours néolibéral, les coupures, les réductions et les dépenses en viennent, en quelque sorte, à être perçues par la population comme étant nécessaires.

L'austérité est **sexiste**... Ce sont surtout les femmes qui en subissent les contrecoups directs.

L'austérité est **individualiste**... C'est une conception qui s'attaque à tout ce qui relève du collectif. On assiste donc à la réduction des structures de concertation et à la déconstruction des mesures de participation citoyenne. Ceci provoque un vide d'espace de participation ayant des répercussions pour l'ensemble des groupes du milieu communautaire.

L'austérité est **antidémocratique**... De plus en plus, nous assistons à une réduction des espaces de participation démocratique. Parallèlement, nous assistons aussi à la prolifération des « sauveurs » afin de régler les problèmes majeurs de structures, notamment dans le réseau de la santé et des services sociaux. Le ministre de la Santé, le Dr Barrette, illustre bien cet exemple de l'individu sauveur qui, en concentrant le plus de pouvoir possible entre ses mains, va réformer le système à lui seul ! Or, cette vision du sauveur individuel vient complètement surpasser l'importance qui était accordée aux structures démocratiques dans les établissements de santé. Ce n'est donc plus « ensemble » ou « collectivement » que l'on s'attaque aux problèmes.

L'austérité est une **idéologie mensongère**... Madame Guay cite l'économiste Paul Kurgman, prix Nobel d'économie en 2008, qui avait dit que n'importe quel étudiant en économie savait que l'implantation de mesures d'austérité ne pouvait qu'aggraver la récession économique de 2008. Aussi, au Québec, l'économiste indépendant Ianik Marcil a démontré comment le gouvernement actuel a dressé un « faux état catastrophique » des dépenses publiques. L'idéologie derrière l'austérité invite à cibler les dépenses de l'état sans chercher d'autres types de revenus au gouvernement. Ce discours mensonger pénètre la société et s'introduit dans l'esprit des gens ce qui finit par devenir une « vérité » lorsque le discours n'est pas contesté.

Madame Guay avance également que le discours d'austérité contribue à la fabrication du « **sujet néolibéral** ». Il s'agit d'un individu performant et compétitif ayant intégré les valeurs de la concurrence et partisan de l'idéologie de l'excellence. Le discours néolibéral sur l'austérité est très insidieux, car il finit par être intégré, malgré nous bien souvent, dans nos comportements et nos manières de penser. Il vient modifier notre rapport aux autres et faire en sorte que l'on finisse par vivre « contre » les autres et à la limite aussi « sans » les autres. Malheureusement, ces façons de penser et d'être brisent les solidarités entre les gens.

Les liens entre l'austérité et les problèmes de santé mentale

La grande majorité des gens ne pense pas qu'il y a des liens entre les systèmes dans lesquels nous vivons et les problèmes de santé mentale. Ces liens peuvent sembler bien évidents pour celles et ceux qui travaillent dans le milieu de la santé mentale, mais, selon madame Guay, ce n'est pas le cas de tout le monde. Les liens entre les systèmes et les conditions de vie des personnes ne sont pas reconnus et sont même souvent niés. La société reste silencieuse devant l'impact des mesures d'austérité sur les conditions de vie des personnes ce qui justifie d'autant plus l'importance d'être vus et entendus dans l'espace public.

En écoutant la parole des personnes qui souffrent, on les entend exprimer à quel point l'austérité les affecte. Madame Guay relève quelques citations provenant de personnes psychiatisées qui expriment ce rapport entre les politiques sociales d'austérité et leur souffrance.

L'austérité c'est...

« ...une forme d'abandon du gouvernement dans la lutte à la pauvreté. »

« ...un retour dans les années ténébres. »

« ...une violation des droits humains fondamentaux. »

« ...un recul dans l'histoire de l'évolution humaine. »
« ...soit productif à en crever de faim. »
« ...un monde privatisé sans empathie. »
« ...nous opprimer pour mieux nous contrôler. »
« ...l'équilibre budgétaire produit le déséquilibre de la société. »
« ...une violence économique qui bafoue nos droits, augmente l'anxiété et la détresse face aux services. »

Puis, afin d'illustrer les liens entre les environnements et la santé mentale, madame Guay parle de différents phénomènes, notamment la détresse des hommes et des femmes qui ont dû subir les politiques d'austérité en Grèce ainsi que l'ampleur du suicide chez les jeunes des communautés autochtones.

Elle aborde également la question de la souffrance vécue au travail en lien avec les politiques de gestion d'entreprises. En intériorisant la contrainte du marché, la gestion néolibérale des entreprises introduit l'incertitude et la brutalité de la compétition dans le travail. Sous le couvert du maintien d'un certain niveau de rendement, le travail place l'individu dans une constante vulnérabilité en lui faisant vivre de la peur et de la crainte. La peur de perdre, de se tromper, de faire faillite, de ne pas être à la hauteur, etc. est perçue comme des « motivations » envers le personnel. Les politiques de gestion représentent donc des facteurs qui produisent de l'insécurité, de l'anxiété et de la détresse chez les gens. Elles contribuent et normalisent les états de peurs vécues par les employés. Ces exemples liés au travail démontrent l'impact des environnements et des politiques sur l'individu et, par le fait même, relativisent les explications uniquement biologiques ou psychologiques des problèmes de santé mentale.

L'un des exemples les plus frappants, selon madame Guay, des impacts de la société sur l'individu se trouve dans le phénomène de la dépression. La dépression exprime l'envers de la performance exigée par la société. C'est, en quelque sorte, la réponse de la personne à l'injonction de se réaliser et de toujours se dépasser. Certains chercheurs, dont Marcelo Otero, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, soutiennent que la dépression ne doit pas être perçue en tant que maladie, mais en tant qu'épreuve sociale. L'ampleur du phénomène de la dépression serait donc davantage un révélateur des aspects problématiques de la société actuelle.

Madame Guay indique que l'idéologie qui sous-tend le discours de l'austérité amène une érosion des liens de solidarité entre les gens. Ceci se traduit par la remise en question des générosités, des fidélités, des loyautés et de tout ce qui participe à la réciprocité sociale. Dans un monde de compétition exagérée qui valorise la réussite individuelle et l'*entrepreneurship de soi*, l'idée c'est de vivre « contre les autres » et à la limite « sans les autres ».

Les causes des problèmes de santé mentale

Sur la question des problèmes de santé mentale, Madame Guay avance que nous sommes soumis à un certain conditionnement dans notre compréhension de ces problèmes et de leurs causes. Parce que les problèmes de santé mentale sont vécus personnellement par les individus, ils sont donc pratiquement toujours perçus comme étant d'ordre personnel (et non collectif). Le discours dominant individualise les problèmes de santé mentale en les confinant au biologique et au génétique.

Le fait que la compréhension de la santé mentale soit basée sur des éléments strictement personnels constitue un énorme problème selon madame Guay, car il y a une exagération de la responsabilité individuelle sur sa condition personnelle et sur son destin au détriment de la responsabilité sociale et collective des problèmes de santé mentale.

C'est pourquoi...

- ...autant de programmes d'aide proposent d'agir sur les comportements individuels des gens.
- ...les écoles de pensées cognitivocomportementale sont aussi populaires au détriment d'autres approches.
- ...les thérapies individuelles sont aussi plus prisées que les solutions collectives.
- ...le traitement privilégié demeure la médication.
- ...les découvertes scientifiques qui proviennent du domaine médical se voient accorder toujours plus de valeur et de crédibilité que les découvertes dans le domaine social.
- ...les stressseurs environnementaux reconnus (p. ex. : chômage, pauvreté, conditions de logement, etc.) ne sont pas considérés comme jouant un rôle significatif dans les problèmes de santé mentale.

Madame Guay explique que la causalité des problèmes de santé mentale est plutôt circulaire et donc, que différentes causes auront un impact sur la santé mentale des individus. La perspective du modèle biopsychosocial semble plutôt bien ancrée et acceptée en santé mentale. Toutefois, il n'est pas réellement possible de faire en sorte que les trois regards (bio, psycho et social) soient toujours également pris en compte. De même, cette perspective peut devenir plutôt réductrice dans le réseau de la santé et des services sociaux. Madame Guay relève qu'une personne psychiatrisée avait décrit le modèle biopsychosocial comme ceci : le bio c'est... aller voir le médecin psychiatre pour avoir des médicaments ; la psycho c'est... aller voir le psychologue pour mettre ses tripes sur la table et le social c'est... aller voir la travailleuse sociale pour une place en HLM. Cet exemple (un peu caricatural) illustre bien la compartimentation de la personne dans le modèle biopsychosocial.

Madame Guay revient ensuite sur l'importance de remettre en question la prédominance du biologique dans la compréhension des problèmes de santé mentale. L'histoire nous apprend que ce mode de pensée (tout est biologique) a eu des répercussions importantes chez certaines communautés et populations marginalisées ou vulnérables. Tous les systèmes qui provoquent et entretiennent des inégalités vont aussi entretenir un discours en ce sens. Et très peu de gens vont critiquer ce discours.

C'est pourquoi elle affirme qu'il sera toujours plus profitable de développer et conserver une vigilance critique face aux différents discours sur la santé mentale y compris les discours qui proviennent de nos propres groupes. Il sera aussi toujours important de garder une distance critique pour être en mesure de se faire une opinion et de se mobiliser quand nos analyses nous démontrent la nécessité d'agir collectivement. Le simple fait de contester les liens entre l'austérité et la santé mentale devient sujet de controverse et donc une question politique en soi.

Les alternatives et les voies de résistance

Dans cette section, sont présentées en vrac différentes alternatives et voies de résistance énoncées par madame Guay face aux mesures d'austérité.

- Favoriser une approche facilitant la compréhension des liens entre la santé mentale et la pauvreté. Il serait important de remettre au centre des préoccupations l'idée qu'il existe bel et bien des liens entre les politiques sociales, les systèmes dans lesquels nous vivons et la santé mentale des individus.
- Écouter l'expérience des personnes et valoriser la dimension expérientielle. La prise de parole des personnes, leurs expériences, leur vécu et leur histoire constituent la base sur laquelle doit reposer les mobilisations du mouvement alternatif. Les groupes ont un rôle important à jouer dans la valorisation, l'expression et la documentation de cette parole.
- Replacer la question des droits collectifs au centre des préoccupations tout en continuant à reconnaître les droits individuels.
- Considérer la souffrance comme une contribution et un moyen de résistance dans la lutte contre l'austérité plutôt que comme une faiblesse individuelle ou comme un empêchement à un engagement politique. Il est tout à fait faux de croire que parce qu'on souffre, on ne peut pas agir.

« Il y a comme une théorie derrière l'idée qu'il faut être très bien (dans sa tête et dans sa peau) pour s'engager politiquement alors que c'est le contraire. Pourquoi ? Parce que les gens ne sont pas juste des êtres de besoin, ce sont des êtres de participation et d'action. Ils n'ont pas juste besoin qu'on les aide et qu'on les assiste... qu'on les écoute, oui, mais ils ont aussi besoin d'être appelés à agir et d'être mis dans des contextes où ils peuvent agir. » (Lorraine Guay)

- Développer une pensée critique collective rigoureuse et courageuse. Accompagnée d'un travail d'éducation populaire, la pensée critique et rigoureuse libère de l'impuissance, de la solitude et de la souffrance.
- Transformer les pratiques (d'aide et d'entraide) afin de prendre en compte les contextes d'austérité. À titre d'exemple, madame Guay aborde les effets néfastes associés aux psychothérapies porteuses d'approches très individualisantes et, à la limite, blâmantes pour les personnes.
- Mettre en place une sorte de bureau d'audiences publiques (à l'image des BAPE en environnement) sur les impacts des orientations et mesures d'austérité. Il apparaît plutôt ridicule, voire irresponsable, qu'il n'y ait pas d'évaluation des impacts possibles lorsque de nouvelles mesures sont mises en place ou lorsque des politiques sont retirées. À titre d'exemple, madame Guay parle du cas des Centres de la petite enfance (CPE) et de la réforme de l'aide sociale et mentionne qu'il serait profitable de mettre un peu plus en évidence les liens entre la santé mentale et les politiques publiques.
- Interpeller les ordres professionnels sur les « comportements déviants », non pas uniquement de leurs membres, mais aussi de leur profession comme telle. La parole collective des professionnels à propos de ce qu'ils et elles voient, entendent, constatent sur le système à partir du discours et de la situation des personnes pourraient avoir un poids important pour défendre certaines politiques ou décrire certains phénomènes sociaux.
- Favoriser la création de collectifs de professionnels « alternatifs ». Afin de ne pas s'ancrer dans des perspectives uniques et dogmatiques, il s'avère nécessaire que des professionnels s'ouvrent sur des manières alternatives de travailler et soient prêts à développer une autre conception de leur profession.

- Créer des alliances avec d'autres mouvements sociaux qui luttent contre les mesures d'austérité.
- Reconsidérer l'importance de la désobéissance civile, parfois nécessaire selon les contextes, dans les luttes actuelles et donc réapprendre ou reconnecter avec les traditions populaires de contestation civile.
- Construire, reconstruire, tisser, retisser, forger et reforger des solidarités avec des gens près du milieu de l'Alternative en santé mentale, mais aussi et surtout avec des gens plus éloignés de nous. C'est bien souvent ce qui est le plus loin de nous qui demande notre solidarité et qui constitue le test de la véritable solidarité.

Synthèse de la période d'échange

Voici un résumé des interventions, questions et commentaires qui ont alimenté l'échange suite à la présentation de madame Guay.

Quelques appels à la mobilisation et à la solidarité ont été lancés par les différentes personnes qui ont pris la parole. Il semble évident que, pour plusieurs, la situation actuelle du contexte d'austérité doit changer.

Une personne mentionne un enjeu lié à l'implication de celles et ceux qui, pour diverses raisons, se retrouvent sous contraintes sévères à l'emploi et participent activement dans leur milieu (organisme, communauté, regroupement, etc.) à titre bénévole. Ces implications multiples font, d'une certaine façon, « économiser » des sommes considérables au gouvernement qui lui, en retour, coupe dans les prestations des personnes. Ce genre de situation, qui exprime une forme d'inégalité, provoque un sentiment d'injustice chez plusieurs personnes, particulièrement celles qui s'impliquent dans les organismes et qui subissent les contrecoups des mesures d'austérité.

Une personne indique à quel point l'endoctrinement lié à l'idéologie néolibérale se fait dès l'enfance. Plusieurs aspects de la société génèrent de la frustration, de l'insécurité et de l'anxiété chez les enfants. Collectivement, nous cautionnons la normalisation de ces émotions tout en les problématisant, ce qui apparaît, pour plusieurs, très paradoxal.

Une personne constate l'abandon de la lutte à la pauvreté et aux inégalités sociales dans la société. Cette personne qualifie ce phénomène de « génocide des pauvres ». En privant les plus démunis de ressources, il se crée une forme de compétition qui fait que les plus « pauvres » se battent entre eux pour obtenir du financement.

Une personne questionne les moyens de mobilisation possible pour l'AGIDD-SMQ et souligne l'importance de trouver la couleur « défense des droits » de ces moyens de mobilisation afin de ne pas nécessairement chercher à reproduire ce qui a pu être, à une autre époque, une tentative réussie de contester l'austérité.

Une personne exprime sa reconnaissance à madame Guay et à l'AGIDD-SMQ au regard du contenu et des thèmes abordés dans la conférence. Une idée porteuse mentionnée par madame Guay pour cette personne concerne la notion de responsabilité, mais surtout de pouvoir d'agir.

Puis, une personne avance, à juste titre, qu'elle repart « armée idéologiquement et libérée psychologiquement » suite à la conférence. Cette personne reprend trois idées clés soulevées par Madame Guay qui rappellent le regard différent porté par le mouvement social de l'Alternative en santé mentale. Première idée : la responsabilité personnelle de toujours être centrée sur soi engendre de la désolidarisation. Seconde idée : la souffrance n'est pas une faiblesse, mais un moyen que les personnes se donnent pour résister. Troisième idée : les impératifs de la pensée néolibérale sont intériorisés par les individus et doivent être combattus en prenant conscience et en questionnant de cette intériorisation.

Conclusion de Lorraine Guay

Madame Guay reprend la parole suite à la période d'échange. Son intervention constitue en quelque sorte une réponse aux questions qui ont été soulevées, mais aussi une proposition de réflexion sur les moyens de mobilisation et sur l'utilisation de la violence.

Elle indique qu'il n'y a pas de « kit parfait » pour réussir une mobilisation. Les actrices et acteurs doivent continuellement réinventer des moyens pour se mobiliser. Elle invite les gens à porter une attention particulière à ces « surgissements citoyens » qui proposent parfois des moyens de mobilisation déjà utilisés par d'autres, mais qui constituent surtout des terrains fertiles à l'émergence de nouveaux moyens de mobilisation. À titre d'exemple, madame Guay parle de la désobéissance civile pacifique comme moyen de résistance qui existe depuis très longtemps. Il s'agit, à la base, d'une réponse à la brutalité des attaques de l'État et du corps policier sur des groupes et des minorités opprimées. Ce sont les formes de désobéissance civile pacifique qui vont se modifier et se moderniser. Lorsque le contexte social le permet et qu'il y a une indignation collective qui est portée par un groupe, les différents moyens entrepris pour créer le changement souhaité vont devenir le moteur de la mobilisation.

Sur le rapport à l'utilisation de la violence, madame Guay indique que, tout dépend des contextes et des enjeux en cause, il peut parfois être difficile de condamner certains gestes de violence qui sont en fait des réactions de défense et non des gestes de violence gratuits. Elle parle de l'exemple de la Palestine qui, pour riposter aux attaques qu'elle subit, utilise des moyens armés. Toutefois, des mouvements comme *Occupy Wall Street*, la grève étudiante (au Québec en 2012), *La nuit debout* (en France en 2016), ont un potentiel de mobilisation, de rassemblement et de changement beaucoup plus grand que l'utilisation simple de la violence. La violence seule amène la répression et rend la mobilisation beaucoup plus difficile. Même dans les contextes où la violence peut être un moyen, non pas de mobilisation, mais de résistance, son utilisation doit être analysée stratégiquement.

Sur le fond, Madame Guay relève l'importance de parler des enjeux liés à la mobilisation et de faire de l'éducation politique dans les groupes sous la forme de l'éducation populaire. Face à l'oppression et à la répression du système, les gens vivent de la peur, du recul et de la souffrance. Selon elle, l'un des meilleurs moyens pour sortir de cette impuissance est la conscientisation critique collective. Elle termine en affirmant que c'est par les personnes que viendront les moyens innovateurs d'action et de mobilisation. Pour atteindre les objectifs, il est important de se donner les moyens d'agir collectivement et de faire vivre les pratiques de l'action collective. Le point de départ, c'est de croire que les groupes ont la capacité de se mobiliser et de se réinventer !

« L'action libère de l'impuissance. Elle libère de la solitude. Elle libère de la souffrance. »
(Lorraine Guay)

Comptes-rendus des discussions et échanges lors de l'activité Café du monde (*World café*)

Qu'est-ce qu'une activité World café (ou Café du monde) ?

Le World café est une méthode de réflexion et de création collective qui repose sur le pouvoir de la conversation et des échanges entre les personnes participantes. Cette méthode permet aux personnes d'échanger leurs idées en circulant entre plusieurs petits groupes pour des conversations d'une vingtaine de minutes. Les échanges portent sur des questions thématiques préalablement déterminées qui ont une importance pour le groupe. Le concept du World café s'appuie sur l'idée que les personnes disposent déjà des connaissances, de la sagesse et de la créativité nécessaires pour faire émerger les réponses aux questions posées.

Voici les six questions que les personnes participantes ont été invitées à explorer lors du colloque :

Question 1. L'austérité c'est quoi pour vous ?

Question 2. L'austérité et la santé mentale des individus : des liens oui ou non ?

Question 3. L'austérité : quels impacts sur les groupes membres de l'AGIDD-SMQ et sur le Cadre de partenariat ?

Question 4. Comment lutter contre les impacts de l'austérité au sein de l'AGIDD-SMQ ?

Question 5. Avec qui faire alliance dans les mobilisations contre l'austérité dans le but d'interpeler, de mobiliser ?

Question 6. Si nous avons une action à proposer pour en finir avec l'austérité, ce serait quoi ?

Sans reprendre la totalité des idées exprimées par les personnes participantes autour des tables de discussion lors du World café, nous présenterons ici un condensé des notes prises pendant les ateliers et des points les plus importants qui sont ressortis durant l'échange en plénière.

Question 1. L'austérité c'est quoi pour vous ?

*« L'austérité, c'est du par et pour... c'est par les riches et pour les riches ! »
(réflexion faite lors des ateliers)*

Ce que les personnes ressentent face à l'austérité

Face à l'austérité et ses effets, plusieurs personnes ont exprimé des **sentiments d'injustice, d'impuissance, de frustration et de méfiance** envers le gouvernement et la société. Certaines personnes ont avoué vivre de l'**incompréhension** devant les coupures à répétition, les multiples compressions qui affectent et diminuent les services et les annonces de restrictions budgétaires qui s'accumulent. Plusieurs personnes ont également mentionné ressentir de la **fatigue** (une fatigue de survie), **de l'anxiété et de l'inquiétude** pour leurs amis, leurs proches et leurs enfants qui subissent, eux aussi, les contrecoups de ces mesures.

Les conséquences de l'austérité dans les services et dans la vie des personnes

Les personnes participantes ont également relevé diverses conséquences de l'austérité qui illustrent leurs perceptions et leurs compréhensions de ce phénomène dans les services et dans la vie des personnes. Concernant les services en santé mentale, le discours ambiant est de toujours essayer de faire plus (voir plus de gens, offrir plus de services, être plus efficace) avec moins (moins de ressources, moins de personnel). Ceci place inévitablement **les personnes**

intervenantes et le personnel de soins sous pression et a pour conséquence directe une **diminution du temps à consacrer à l'écoute et à la compréhension de la situation des personnes**. Plusieurs personnes ont parlé d'expériences difficiles face à la diminution des services, notamment à l'aide sociale.

Aussi, les personnes ayant participé aux échanges relèvent certaines conséquences directes des coupures en lien avec le manque de ressources dans les services en santé mentale. Ces conséquences se traduisent par une **augmentation du recours aux électrochocs et aux mesures de contrôle comme l'isolement et la contention** ainsi qu'une **augmentation des prescriptions de médicaments** comme le Ritalin, certains antipsychotiques ou sédatifs. L'optique des services individuels prend de plus en plus de place au détriment d'activités qui visent l'appropriation du pouvoir collectif.

Le contexte d'austérité et ses applications auraient pour effets directs **d'augmenter la situation de pauvreté et l'isolement des personnes**. Les personnes ayant participé aux échanges ont indiqué un **accroissement du stress** lié à la pauvreté ainsi que diverses conséquences néfastes sur les individus (grande fatigue, épuisement de devoir constamment chercher des aubaines dans leur achat quotidien, fins de mois très difficiles, sentiment d'être diminué, sentiment d'être déclassé dans la société). Elles ont aussi mentionné que l'austérité, parce qu'elle impose à la fois des coupures de services et des augmentations de coûts, engendre **davantage d'isolement chez les personnes** qui n'ont pas les moyens financiers pour sortir, pour se divertir ou pour payer leurs transports.

Le message derrière l'austérité

L'austérité semble, d'une part, comprise comme un ensemble de conditions qui placent les plus démunis dans des situations de vie encore plus précaires et, d'autres part, comme un discours rendant certaines injustices « acceptables » pour la population. Les personnes ayant participé aux discussions sur cette question perçoivent, pour la plupart, le discours d'austérité (ou de nécessité de rigueur budgétaire) comme un mensonge de la part des gouvernements. Toutefois, elles reconnaissent les impacts bien réels des coupures qui sont constamment expliquées et justifiées par le contexte d'austérité. Plusieurs vivent cette situation comme une forme de violence. Ce discours d'austérité permettrait aux mieux nantis, notamment certains médecins et actionnaires de l'industrie pharmaceutique, de s'enrichir sur la misère des plus démunis.

Question 2. L'austérité et la santé mentale des individus : des liens oui ou non ?

« L'austérité nous oblige à arrêter de travailler... pour être obligés de retourner travailler! »
(commentaire recueilli lors des ateliers)

Oui, il y a des liens entre l'austérité et la santé mentale !

Tous les sous-groupes de discussion ont confirmé l'existence de liens entre l'austérité et la santé mentale des individus. Toutefois, les personnes s'entendent aussi pour dire qu'il n'y a pas que les mesures d'austérité qui ont un impact sur la santé mentale. En effet, bien d'autres facteurs sociaux, environnementaux et contextuels influenceront la santé mentale des individus. À titre d'exemple, une personne relève le fait que lorsqu'il y a une fermeture d'entreprise dans une région, les causes de cette fermeture ne découlent pas toujours de mesures d'austérité.

Cependant, les conséquences sur les individus et sur leur santé mentale seront, elles, les mêmes que celles des mesures d'austérité. Les personnes participantes s'accordent également pour dire que si les liens entre austérité et santé mentale ne sont pas simples à mettre en évidence, les impacts de l'austérité sur plusieurs déterminants sociaux tels que le travail, le logement, l'alimentation et l'accès aux services sont, quant à eux, bien démontrés.

Les nouvelles exigences créées par le contexte d'austérité

Parce que le contexte de coupures et de restrictions budgétaires lié à l'austérité amène de nouvelles exigences pour les personnes et les organisations, ces dernières se sentent obligées d'en faire toujours davantage. Ces nouvelles exigences, le plus souvent vécues comme des contraintes, demandent une très grande polyvalence et créent une forme de pression de performance sur les individus et sur les organisations. Certaines personnes indiquent qu'elles ont l'impression de toujours devoir en faire plus avec moins et que dans cette logique, il n'y a que l'argent qui compte.

Toutefois, les personnes ayant participé aux discussions sur cette question rapportent qu'elles ne perçoivent pas davantage de reconnaissance accordée à leurs efforts d'adaptation aux mesures d'austérité ou encore au regard du travail additionnel qui est effectué par leur organisation en plus de leur mission.

Quelques liens entre austérité et santé mentale relevés dans les ateliers de discussion

Sur les personnes...

- Le contexte d'austérité engendre de l'insécurité et un grand sentiment de précarité.
- Les multiples rumeurs de coupures font vivre de l'anxiété aux personnes déjà en situation de précarité et de vulnérabilité.
- Le contexte d'austérité amène aussi une certaine crainte par rapport à l'avenir (pour la génération à venir, pour la retraite, pour les autres, etc.).
- Les personnes qui travaillent dans les services de soins constatent une augmentation de la détresse chez les individus allant même parfois jusqu'à la tentative de suicide.

Après de la population en général...

- Une certaine paranoïa associée à la sécurité semble s'être installée dans la population.
- La recherche d'un « nous » collectif est plus difficile dû à un contexte qui désolidarise les gens.
- Le manque de ressources humaines et financières dans les services de santé mentale provoque une augmentation du recours aux solutions de type médical au détriment d'autres approches.

Quelques constats importants ressortis dans les ateliers de discussion

Sur le plan organisationnel, les fusions d'établissements, sous le couvert de l'austérité, représentent une manière d'offrir moins de services à la population. Plusieurs personnes mentionnent que l'accès aux services et les délais de réponses aux services de santé mentale, conséquences directes des mesures d'austérité, auront un impact sur la condition globale des personnes et donc sur leur situation de santé mentale.

L'austérité, mais plus largement aussi le rythme accéléré dans lequel fonctionne la société, impose aux individus l'exigence d'être « super performants ». Par conséquent, de plus en plus de gens vivent du stress au quotidien et de l'épuisement. Ils se voient alors offrir des médicaments pour mieux fonctionner (être davantage performant, travailler plus longtemps) ou pour se maintenir (traverser une période difficile, combattre le stress et l'anxiété). L'importance des interrelations entre les contextes et les individus ont été relevés par plusieurs personnes ayant participé aux ateliers.

Une personne mentionne que le « débalancement » créé par le contexte d'austérité aura peut-être comme aspect positif de ramener les gens à l'essentiel dans leur vie. L'austérité, créée ou réelle, pourrait être perçue comme une occasion de réfléchir sur ce qui est important dans la vie.

Plusieurs des personnes participantes aux ateliers de discussion mentionnent que le contexte d'austérité place beaucoup de gens déjà en situation de pauvreté dans un état de précarité encore plus grand. Bien sûr, l'aspect financier demeure un des principaux enjeux affectant directement la santé mentale des personnes déjà en situation de précarité.

Question 3. L'austérité : quels impacts sur les groupes membres de l'AGIDD-SMQ et sur le Cadre de partenariat ?

Impacts sur les groupes membres de l'AGIDD-SMQ

De prime abord, l'impact le plus important qui est ressorti dans les discussions en sous-groupes concerne la question de l'**augmentation de la pauvreté**. Pour plusieurs personnes, l'austérité crée de la pauvreté et augmente grandement la précarité financière chez les gens les plus démunis. Cette précarité devient aussi la source d'une multitude de problèmes sociaux connexes (personnes en situation de survie, petite criminalité, recours à des solutions instantanées comme les médicaments, etc.)

Un autre impact important qui est ressorti fortement des discussions concerne la question du **stress provoqué par le contexte d'austérité** (sur les employés, sur les personnes et sur les familles). En effet, les coupures et les pertes de services engendrent de l'insécurité financière tant chez les personnes que chez les organismes.

L'arrivée du contexte d'austérité et l'implantation des mesures d'austérité (coupures, réductions d'effectifs, restrictions budgétaires) ont obligé certains groupes membres à mettre en place des listes d'attente, à développer de nouveaux volets de services (p. ex. : banque alimentaire) et à tarifier certains services ou activités. Les difficultés de financement des groupes ne sont pas apparues avec le contexte d'austérité, mais se sont largement accentuées depuis la montée du discours lié à l'austérité et l'implantation de différentes mesures liées à l'austérité. L'impact pour les groupes réside ici dans un **changement de pratiques** qui pourrait les éloigner considérablement de leur mission de base. Les personnes présentes ont relevé le risque de changement de pratique et les dérives de mission comme un enjeu considérable lié à l'autonomie des groupes membres de l'AGIDD-SMQ.

*« Sommes-nous des pourvoyeurs de services ou des agents de changement social ? »
(questionnement soulevé lors des ateliers)*

Quelques constats effectués dans les groupes membres sur les impacts de l'austérité

Sans nécessairement attribuer l'entière responsabilité au contexte d'austérité, les personnes participantes aux ateliers de discussion ont relevé certains constats qui peuvent faire état des impacts vécus de l'austérité dans les groupes membres de l'AGIDD-SMQ. Elles mentionnent notamment une certaine complexification des problèmes vécus par les gens qui viennent dans leurs groupes. Les personnes qui font appel aux services des organismes n'ont pas nécessairement un parcours psychiatrique, mais se retrouvent à fréquenter des groupes en santé mentale, d'une part, parce que les ressources manquent dans plusieurs régions et, d'autre part, parce qu'elles se retrouvent de plus en plus dans un état de vulnérabilité qui a un impact leur santé mentale.

Les personnes ayant participé aux discussions notent également une transformation dans les besoins exprimés par les gens. Les personnes qui font des demandes d'aide vivent de plus en plus de problèmes avec les gardes en établissement, avec leurs prestations d'aide sociale et avec la Régie des rentes du Québec.

Plusieurs personnes ont également noté qu'elles avaient accès à moins d'information sur les différentes ressources de leur territoire et, par le fait même, qu'elles avaient accès à moins de services. Les groupes de promotion et de défense de droits, en tant qu'organisation, font quant à eux le constat qu'ils disposent de moins d'autonomie et d'un plus grand isolement. Ce qui devient donc un défi considérable pour la mobilisation.

Dans l'ensemble, plusieurs personnes s'accordent pour affirmer que le climat d'austérité a un impact négatif pour les individus sur les plans physiologique et psychologique (stress, anxiété, détresse, etc.) et qu'il augmente la vulnérabilité des personnes. Un constat important a également été fait par plusieurs personnes à propos du recours aux services de banques alimentaires qui vient de pair avec l'augmentation des situations de précarité et l'augmentation de la pauvreté.

Quelques impacts spécifiques sur le Cadre de partenariat

Les personnes participantes aux ateliers de discussion ont mentionné que le contexte d'austérité, par les réorganisations structurelles et administratives qu'il apporte, avait un **impact sur les droits individuels et collectifs**. Par le fait même, un impact sur les droits engendre un impact certain sur les groupes de promotion et de défense des droits, ainsi qu'un que sur les manières d'actualiser le *Cadre de partenariat*.

Les personnes ont aussi relevé que les coupures au niveau du financement des activités liées au *Cadre de partenariat* et à la tenue des *Rencontres régionales de personnes utilisatrices services en santé mentale* avait un **impact sur les possibilités de prise de parole**, voire **sur la présence d'espace de parole** dans certaines régions. Ce faisant, plusieurs groupes ont noté que l'absence d'espace collectif de parole pour les personnes utilisatrices de services en santé mentale rendait difficile la critique du Plan d'action en santé mentale (PASM). Pour plusieurs personnes, il appert que le contexte d'austérité ne soit qu'un prétexte afin de limiter les espaces d'expression et de consultation de personnes utilisatrices de services à propos des services qu'elles reçoivent.

Certains ont même relevé une « perte d'espoir collectif » en lien avec les multiples restrictions et coupures en lien avec le projet de *Cadre de partenariat*.

Question 4. Comment lutter contre les impacts de l'austérité au sein de l'AGIDD-SMQ⁹ ?

Les forces du mouvement de défense des droits en santé mentale

La principale force identifiée au sein des groupes membres de l'AGIDD-SMQ, est l'**importance accordée au vécu des personnes et leur parole**. En effet, la reconnaissance du vécu, de l'expérience et de l'expertise des personnes utilisatrices, tant dans l'intervention et l'accompagnement que dans les représentations et les analyses politiques, a été identifiée comme une force par chacun des six sous-groupes.

Une seconde force concerne la **grande qualité des productions et des analyses de l'AGIDD-SMQ** sur les différents thèmes et dossiers centraux liés à la défense des droits en santé mentale. De même, certaines personnes ont relevé que la place prépondérante du vécu expérientiel au sein de l'AGIDD-SMQ et au sein des groupes membres donne une crédibilité aux écrits et aux productions de l'Association.

Le fait que l'AGIDD-SMQ et ses groupes membres interviennent sur les droits individuels, mais aussi et surtout l'**importance accordée à la défense des droits collectifs**, constitue une autre force identifiée lors des discussions en sous-groupes. Le rapport à la défense des droits collective distingue l'AGIDD-SMQ et ses membres par le fait qu'ils portent la préoccupation des droits à l'ensemble des citoyennes et des citoyens et pas seulement les personnes ayant connu la psychiatrie.

Les forces du mouvement de défense des droits en santé mentale représentent ce qui permet de passer de l'individuel vers le collectif et de favoriser la prise de conscience des responsabilités qui appartiennent au système. Pour plusieurs personnes, le système génère des injustices et des inégalités et il est nécessaire d'en prendre conscience pour agir sur celles-ci et tenter d'améliorer la situation des personnes.

Quelques « qualités » qui permettent à l'AGIDD-SMQ et ses membres de lutter contre les impacts de l'austérité

- La présence des groupes qui forment l'AGIDD-SMQ dans la majorité des régions du Québec.
- Le fait de porter une parole (celles des personnes utilisatrices de services en santé mentale) et une parole critique des impacts de l'austérité.
- La perspective critique adoptée par l'AGIDD-SMQ et ses membres.
- L'importance accordée à l'égalité entre les statuts (personnes utilisatrices, personnes intervenantes) notamment dans la composition du conseil d'administration et des différents comités de travail à l'AGIDD-SMQ.
- La qualité et la grande compétence de personnes qui composent les équipes de travail dans le mouvement de défense de droits (salariés des groupes et de l'Association).
- Le fait que l'AGIDD-SMQ soit une organisation en lien avec des alliés crédibles et influents (p. ex. : Protectrice du citoyen, Commission des droits de la personne, Me Jean-Pierre Ménard).
- La capacité de l'AGIDD-SMQ de jouer un rôle d'interlocuteur auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux.

⁹ Les réponses rapportées ont surtout été centrées autour de la sous-question : *Sur quelles forces compter à l'AGIDD-SMQ et dans notre propre groupe ?*

Question 5. Avec qui faire alliance dans les mobilisations contre l'austérité dans le but d'interpeler, de mobiliser ?

*« L'idée c'est de tenter de rejoindre toutes celles et tous ceux qui subissent les impacts de l'austérité. C'est un peu comme la convergence des personnes discriminées. »
(propos d'un rapporteur d'atelier lors de la plénière)*

Voici une synthèse des alliances qui ont été mentionnées lors des discussions :

Faire alliance sur le plan micro...

Débuter avec l'entourage immédiat de chaque personne sur le plan local. Il peut être profitable d'engager la discussion avec les familles, les amis, les proches, les intervenants du réseau à propos des réalités vécues en lien avec l'austérité et ses impacts.

Faire alliance sur le plan macro...

Se rapprocher de toutes celles et tous ceux qui agissent de près ou de loin dans le domaine de la santé mentale et qui peuvent aussi se sentir interpellés par les impacts de l'austérité. Parmi ces actrices et acteurs du milieu de la santé mentale :

- Les groupes de parents et amis (notamment les membres de la FAPPAMM).
- Différents OBNL (p. ex. : Ressources de type familiales, Ressources intermédiaires, Groupes de ressources techniques)
- Certains syndicats (p. ex. : APTS – Alliance du personnel professionnel et technique en santé et services sociaux)
- Les centres de crises.
- Certains Ordres professionnels (p.ex. : Ordre des travailleuses et travailleurs sociaux du Québec).
- Les groupes de femmes (notamment les membres de L'R de Centre de femmes et bien d'autres).
- Les ressources qui travaillent auprès des jeunes (notamment les Auberges du Cœur et bien d'autres).

Faire alliance ailleurs que dans le domaine de la santé mentale...

Tenter de rejoindre toutes celles et ceux qui subissent les impacts de l'austérité afin d'élargir la portée de la mobilisation. Parmi celles et ceux-ci :

- Les étudiantes et étudiants.
- Certains acteurs du milieu juridique.
- Les personnes « peu joignables ».
- La population large, la classe moyenne.

L'idée est, d'une part, de sensibiliser la population à différents phénomènes sociaux (tels que la surmédication chez les enfants et chez les personnes âgées) et, d'autre part, de travailler à lutter contre un « ennemi commun » qui serait, dans ce cas-ci, les mesures d'austérité et leurs impacts.

Quelques moyens pour interpeller et pour inviter à la mobilisation

Quelques personnes ont relevé dans les sous-groupes de discussion que l'AGIDD-SMQ pourrait agir comme « moteur » pour rassembler différentes personnes et créer des alliances. Parmi les moyens identifiés pour interpeller et inviter à la mobilisation :

- Produire des capsules vidéos sous la forme de témoignages sur les réalités vécues des personnes à propos de l'austérité et de ses impacts.
- Organiser des conférences de presse conjointes avec d'autres organisations en mettant de l'avant la parole des personnes sur les impacts de l'austérité (pas de théorie ni de slogan politique).
- Mettre sur pied un Bureau d'audience publique (style BAPE en environnement) portant sur la santé mentale afin d'évaluer les impacts des politiques sociales sur la santé mentale des personnes.
- Développer un message clair qui exprime le désir de faire alliance avec d'autres autour de quelque chose (une situation, un mouvement nouveau, une vision partagée, une cause commune, etc.) et prendre position « pour » quelque chose plutôt que seulement « contre » quelque chose.

Question 6. Si nous avons une action à proposer pour en finir avec l'austérité, ce serait quoi ?

Voici une liste des idées d'actions qui ont été mentionnées dans les groupes de discussion :

Des actions de sensibilisation tournées vers la population en général...

- Vulgariser l'information à propos de ce qu'est l'austérité et de ses impacts et la diffuser dans la population en général.
- S'allier à un porte-parole connu et crédible qui porterait un discours lié à la défense des droits en santé mentale.
- Faire de l'éducation populaire à propos des impacts de l'austérité dans la vie des gens notamment via les réseaux sociaux.
- Installer des bannières sur les ponts afin d'avoir une large visibilité dans la dénonciation de l'austérité.
- Produire du matériel éducatif afin de sensibiliser les enfants à ce qu'est l'austérité (p. ex. : bandes dessinées).

Des actions dans les groupes...

- Organiser des cafés-rencontres dans les groupes, notamment les groupes d'entraide, pour faire parler les personnes de leur réalité vécue en lien avec l'austérité.
- Offrir de la formation sur la mobilisation collective.
- Conscientiser les gens vers une action collective.

Des actions pour dénoncer l'austérité et lutter contre les mesures d'austérité...

- Faire des actions d'éclat afin d'obtenir une visibilité.
- Produire des capsules témoignages sur les réalités vécues des impacts de l'austérité dans la vie des personnes.
- Occuper les bureaux des députés et des ministres.

- Contester le droit de certaines personnes, notamment certains ministres, de se représenter en politique.
- Provoquer une congestion des urgences psychiatriques.
- Nommer le ministre Barette et le premier ministre Couillard au prix Citron de l'AGIDD-SMQ pour leurs mauvaises décisions en regard de la gestion du système de santé.
- Inviter certains élus à se mettre dans la peau de personnes assistées sociales.

Des actions pour rassembler et sensibiliser...

- Inviter les élus et les députés dans les actions collectives organisées par l'AGIDD-SMQ et ses membres.
- Proposer des alternatives économiques inspirées du document *10 milliards de solutions, nous avons les moyens de faire autrement ! Document sur les solutions fiscales* produit par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.
- S'allier à des chercheurs universitaires sur les questions de pauvreté.

Des actions pour changer le monde...

- Transformer le mode de scrutin.
- Mettre en place un système de troc et d'échanges de services plutôt que d'utiliser de l'argent.
- Mettre le capitalisme par terre.
- Contrer l'individualisme.

À la blague...¹⁰

- Offrir de la médication psychotrope aux ministres, dont le ministre, de la Santé et des services sociaux.
- Se séparer du Canada.
- Mettre le premier ministre Couillard dehors !
- En finir avec l'austérité grâce à une bombe atomique !

¹⁰ Ces éléments ont été regroupés sous le sous-titre « À la blague... » soit parce qu'ils ont été exprimés avec humour par les personnes participantes, soit parce qu'ils possèdent un caractère exagéré par rapport à la lutte aux impacts des mesures d'austérité.

**Présentation « Qu'est-ce que la mobilisation?
Comment se mobiliser contre l'austérité? »**
*par Chloé Serradori, agente d'analyse et de liaison AGIDD-SMQ
(suivie d'un échange autour des pistes d'action pour l'AGIDD-SMQ et ses membres)*

Cette section reprend les aspects de la présentation de madame Serradori qui auront été utiles à la compréhension d'un processus de mobilisation ainsi que les éléments les plus significatifs relevés par les personnes présentes lors des échanges. L'intention des échanges autour des pistes d'action était de réfléchir collectivement un plan de mobilisation face aux mesures d'austérité.

Qu'est-ce que la mobilisation ?

À partir de la symbolique de l'autobus de la mobilisation¹¹ et d'un graphique portant sur le processus de mobilisation (voir graphique page suivante), madame Serradori a présenté une définition de ce qu'est la mobilisation en lien avec les principes de l'éducation populaire autonome (ÉPA).

Mobilisation : mettre en jeu des forces, les réunir dans le but d'avoir une action commune.

Éducation populaire autonome (ÉPA) : moyen pour mobiliser collectivement des personnes à titre de citoyenne et de citoyen en vue de transformer la société.

Les cinq principes pour faire de la mobilisation en éducation populaire autonome (ÉPA) :

- 1) Partir des préoccupations des gens.
- 2) Passer de l'individuel au collectif.
- 3) Apprendre à lire la société.
- 4) Favoriser l'esprit communautaire.
- 5) Viser la transformation sociale.

Quelques éléments clés à un processus de mobilisation :

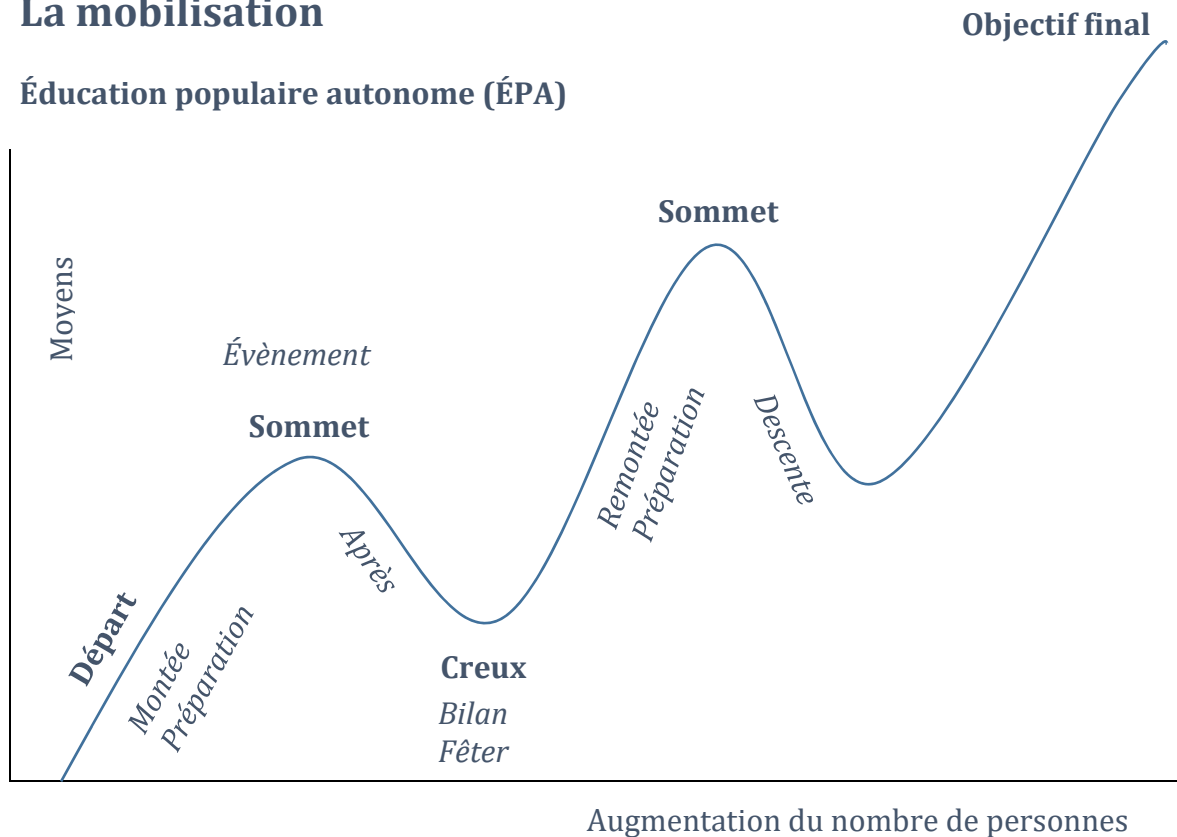
- Le départ.
- Les sommets et les creux.
- Le ou les objectifs à atteindre.
- Les moyens.
- Le nombre de personnes qui y participent.

À l'intérieur d'un processus de mobilisation, il doit y avoir une idée de **départ** (cause, situation, etc.) et toute une série d'actions qui permettront d'atteindre un **objectif final**. Pour atteindre cet objectif final, déterminé par les personnes qui se sentent concernées par l'énoncé de départ, la diversité des **moyens** employés doit être proportionnelle au **nombre de personnes** qui participeront à la mobilisation en vue de créer le changement social souhaité (voir graphique page suivante). Toute mobilisation requiert de la patience et requiert aussi d'être soutenue par un grand nombre de personnes (alliés, personnes qui participent à la mobilisation, personnes qui sont sensibles à la cause, etc.). Et l'ensemble du processus de mobilisation (du départ jusqu'à l'atteinte de l'objectif final) se réalise tout en prenant en compte les principes de l'éducation populaire autonome (ÉPA).

¹¹ Qui réfère à des éléments de contenu de la formation « *Changer le monde. Un voyage collectif* » développée par le MEPACQ.

La mobilisation

Éducation populaire autonome (ÉPA)



À titre d'exemple dans le milieu de la défense de droits en santé mentale et en référence au graphique, madame Serradori présente le recours collectif contre l'Hôpital de Valleyfield. Madame Lise Brouard et le CDDM ont remporté leur recours collectif contre l'Hôpital de Valleyfield le 15 mai 2015 (entente hors cours). En lien avec la cause des droits en santé mentale et la contestation des mesures de contention et d'isolement il s'agit d'un événement particulier (sommet). Après ce sommet, on redescend et on atteint un creux qui permet, entre autres, de faire le bilan de cette expérience (satisfaction, fatigue, envie de souligner nos réussites). Après la descente, il est important de préparer les suites (la remontée). Lors de cette étape, il est important d'essayer de rassembler de plus en plus de gens autour de l'idée de départ (augmentation du nombre afin d'élargir la mobilisation). Dans l'exemple, lors de la remontée, il y a eu la première journée pour souligner l'abolition des mesures de contention (15 mai) et des actions dans plusieurs régions du Québec. L'objectif final serait la fin (l'abolition complète) des mesures de contrôle. Toutefois, il est plutôt rare que l'objectif final soit atteint au premier événement.

Partant du constat que certaines thématiques fonctionnent bien et mobilisent facilement les membres (p. ex. : grève sociale, campagne *Non aux mesures de contrôle*) tandis que d'autres thèmes ne rassemblent pas du tout, le comité mobilisation de l'AGIDD-SMQ a identifié des forces et faiblesses de la mobilisation faite auprès des membres de l'AGIDD-SMQ.

Forces :

- développer des trousseaux complètes de mobilisation (p.ex. : un slogan porteur, un argumentaire développé, de la documentation à distribuer);

- faire des appels à la mobilisation par téléphone (pas simplement par courriel) de manière personnalisée et parfois même rappeler une seconde fois ou une troisième fois;
- utiliser les médias sociaux de manière judicieuse et efficace;
- avoir du contenu ainsi qu'un beau « contenant » pour la population en général, pour les membres de l'AGIDD-SMQ et pour les journalistes.

Faiblesses :

- devoir courir après les groupes pour inciter à se mobiliser;
- le manque d'ouverture aux enjeux des autres groupes.

Comment se mobiliser contre l'austérité ?

Suite à la présentation du processus de mobilisation, Madame Serradori a invité les personnes présentes à réfléchir collectivement sur plan de mobilisation (suggestions) face aux mesures d'austérité. Voici ce qui est ressorti des échanges et discussions :

Idée de départ...

- Identifier un message rassembleur autour des impacts de l'austérité sur la santé mentale.
- Prendre conscience et faire prendre conscience à quel point les problèmes vécus par les personnes sont médicalisés.

Moyens...

- Préparer la mobilisation pour la grève sociale¹² des 7 et 8 novembre prochains, notamment en invitant tous les groupes membres de l'AGIDD-SMQ à y participer et en précisant notre discours et nos revendications.
- Ressortir les chaudrons et faire du bruit !
- Informer la population de la situation des droits en santé mentale.
- Distribuer des tracts d'information.
- Faire parvenir des pétitions au ministre de la Santé (Gaétan Barette).
- Envoyer un avis contre les mesures de contrôle à l'ensemble des médecins du Québec.
- Tenir des séances d'information, des événements publics et des tables rondes sur la place de la psychiatrie en contexte d'austérité, sur les droits des personnes, sur la laceration des médicaments.
- Être présent et être visible au Forum Social Mondial (FSM)¹³.
- Informer la population et tenter de rendre le plus de gens possible « lucides » par rapport aux impacts de l'austérité.

Objectif final...

Quatre objectifs généraux sont ressortis de la plénière :

- Améliorer la condition des personnes en santé mentale au regard des droits.
- Informer la population sur la situation des personnes en santé mentale.
- Dénoncer la médicalisation des problèmes sociaux.
- Réinvestir dans le financement des organismes communautaires et dans les programmes sociaux.

¹² La grève sociale est une activité de mobilisation nationale qui se tiendra les 7 et 8 novembre 2016 au sein du mouvement de l'ACA.

¹³ Ce moyen constitue une suite énoncée lors d'un autre événement soit le Forum Jeunes et santé mentale tenu en avril 2016 conjointement entre l'AGIDD-SMQ, le RRASMQ et le Regroupement des Auberges du cœur. Une personne indique que lors du Forum Social Mondial, une pièce de théâtre autour du thème de la médicalisation des jeunes est prévue.

Comment vous voyez votre implication dans un processus de mobilisation en tant que groupe membre de l'AGIDD-SMQ ?

Les échanges ont ensuite pris la forme d'une discussion collective sur la logistique d'organisation d'une mobilisation dans l'éventualité où l'AGIDD-SMQ solliciterait ses membres autour d'une thématique en particulier. Les personnes présentes ont exprimé le besoin lié au temps (2 à 3 mois de préparation), mais aussi la nécessité de bien comprendre la cause pour laquelle il leur est demandé de se mobiliser.

Après quelques interventions et prises de parole, une personne a exprimé une certaine confusion dans l'objectif de l'exercice de réflexion collective autour d'un plan de mobilisation face aux mesures d'austérité. Cette même personne indique qu'étant donné la richesse de ce qui s'est discuté lors de la journée colloque, il serait plutôt dommage de produire de manière pressée un plan de mobilisation que l'AGIDD-SMQ et ses membres devront, par la suite, mettre collectivement en œuvre.

Doris Provencher, directrice générale de l'AGIDD-SMQ, rappelle alors que l'objectif de l'activité plénière était de construire une ébauche de plan de mobilisation face aux impacts des mesures d'austérité. Elle mentionne que l'exercice effectué avait aussi pour objectif de permettre une discussion collective sur l'engagement et l'implication des groupes membres dans les processus de mobilisation. L'AGIDD-SMQ, en tant qu'association d'organismes, doit pouvoir compter sur ses groupes membres afin d'enclencher un processus de mobilisation. En ce sens, madame Provencher réitère alors l'importance de travailler solidairement toutes et tous ensemble.

Une personne s'est ensuite exprimée sur les rôles et responsabilités des acteurs dans le processus de mobilisation. Elle indique notamment que l'AGIDD-SMQ joue un rôle important d'information (recueillir les contenus, les résumer, les rendre accessibles), de mise en commun des idées (par les comités de travail et les espaces de réflexion collective) et d'organisation. Les personnes qui s'impliquent dans les groupes membres ont aussi une responsabilité d'information, de sensibilisation et de promotion dans leur milieu ainsi qu'un rôle d'agent de changement auprès des alliés et de la société en général.

Sur le fond, une autre personne invite les groupes membres à ne pas oublier le principe fondamental de l'appropriation du pouvoir et à se reconnecter avec ce principe dans notre manière de réfléchir et d'entrevoir les processus de mobilisation.

Mot de Lorraine Guay

Madame Lorraine Guay a conclu les échanges en relevant le formidable désir d'agir des personnes présentes tant dans les échanges en plénière qu'autour des tables lors de l'activité Café du monde (*World café*). Elle invite également l'AGIDD-SMQ et ses membres à considérer que les préoccupations, les indignations et les frustrations qui ont été exprimées lors de la journée colloque peuvent se joindre à ce que d'autres groupes portent eux aussi face à l'austérité. En somme, madame Guay souligne que la richesse des réalités et des réflexions de l'AGIDD-SMQ représente un apport spécifique dans les luttes plus large de contestation de l'austérité et de ses effets sur les personnes.

Mot de fermeture **par Michel Dubé, vice-président AGIDD-SMQ**

Bonjour à toutes et à tous,

Alors c'est à moi que revient l'honneur du mot de fermeture. Mon nom est Michel Dubé, je suis vice-président de l'AGIDD-SMQ. Vous m'avez peut-être vu cet hiver dans un film assez poche produit par les éditions « Le ridicule ne tue pas » dans lequel je jouais le citron ! C'était moi le citron ! On a eu bien du fun à produire ce petit film-là !

Avant de passer aux remerciements officiels, j'aimerais vous faire part de mes commentaires par rapport à la journée que j'ai vécu aujourd'hui.

Je travaille pour le comité de défense de droits des locataires à Rimouski et j'ai travaillé aussi toute l'année dans un comité de défense de droits de personnes sans emploi et je suis aussi administrateur du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Je vais m'engager, s'il y a une mobilisation réalisée par l'AGIDD-SMQ, à diffuser l'information auprès de mes collègues de ces associations-là pour qu'ils se mobilisent avec nous.

J'ai trouvé qu'aujourd'hui il y avait une super belle synergie, un bel esprit d'équipe. Une des grandes forces de l'AGIDD-SMQ, c'est que les gens sentent qu'on fait un travail d'égal à égal entre les utilisateurs de services, les intervenants et l'équipe de travail. On se sent tous sur un même pied d'égalité.

L'AGIDD-SMQ c'est vraiment un morceau important du mouvement social québécois ! Cette année, on a vécu plusieurs réformes gouvernementales. On a dû se mobiliser chaque association, ensemble, et chacun avec nos revendications. Le colloque d'aujourd'hui par rapport à l'AGIDD-SMQ, je trouve que ça nous a permis de nous donner une vision commune de la mobilisation à venir. Et ça nous a aussi permis de faire le point par rapport à où on s'en va fasse à l'austérité.

Personnellement, ça me donne de l'énergie et de l'espoir pour poursuivre la lutte. En fait, le Québec c'est un pays riche et je pense qu'on a vraiment les moyens de respecter les droits de toutes et tous dans le but qu'un jour le Québec soit riche de tout son monde.

Maintenant, pour les remerciements, je vous propose d'applaudir à la fin.

Premièrement, j'aimerais remercier et féliciter Doris Provencher qui, avec un bras en moins, nous a offert une belle animation. J'aimerais féliciter et remercier aussi Chloé Serradori pour ses excellentes présentations de ce matin et de cet après-midi. Une présentation qui n'était pas déprimante, mais qui était plutôt lucide et réaliste basée sur des faits. Aussi, bien sûr la collaboration avec Cosette Bou Tayeh et Gorette Linhares. En fait, on a un quatuor, une équipe de travail superbe à l'AGIDD-SMQ. C'est vraiment le fun de vous voir travailler ensemble. Vous faites un beau et bon travail ! Dans les autres organisations que je connais, il y a beaucoup de monde qui travaille, mais ici vous n'êtes que 4 et vous réussissez à faire des événements et des documents qui sont vraiment de qualité. Je vous félicite moi-même ! Je pense qu'on peut les applaudir.

Je remercie également toutes les personnes qui ont participé aux tables de discussion et celles qui ont pris les notes et rapporté le tout en plénière : Caroline Cimon-Dick, Andrée Morneau, André Leduc, Marité Lord, Robert Théoret, Jean-Pierre Ruchon, Chloé Serradori, Jean-Nicolas Ouellet, Bernadette Mbombo, Nancy Melançon et Tanya Bauce. Je vous remercie beaucoup !

J'aimerais remercier pour sa présence, mais surtout pour le futur outil qu'il produira pour nous et pour les membres de nos groupes, monsieur Olivier René.

Je veux remercier également le Centre Saint-Pierre, et plus particulièrement Frederick et Bruno, pour leur accueil qui est toujours si chaleureux !

Enfin, la dernière, mais non la moindre, Lorraine Guay. Vous conviendrez qu'elle mérite de chaleureux applaudissements ! Lorraine, merci de nous avoir partagés avec tant de générosité et d'indignation, tes connaissances et observations. Ton dévouement nous motive encore plus à combattre les effets de l'austérité.

Je vous remercie toutes et tous pour la qualité de votre participation !

Et maintenant, c'est l'heure de la fête. Nous vous invitons à prendre un verre en prévision de la remise des prix Orange et Citron 2016, remise de prix auquel j'aurai le plaisir de collaborer avec mes collègues du conseil d'administration.

Merci !